

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 110 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2768 - Prix : 1€

**Macron et
l'Afghanistan :
mensonges et
ignominie**

Page 3

**Non au pass sanitaire
et non à la liberté
d'exploiter les
travailleurs !**

Page 6

**Rentrée scolaire :
Tout roule pour la
rectrice**

Page 7

**Grève des chauffeurs
scolaires du TCO**

Page 10

Haïti

**Plus que le
tremblement de
terre, c'est la misère
qui tue**

Page 11

Antilles

**Le virus du
capitalisme et son
variant colonial**

Page 11



Contester la loi sanitaire du gouvernement... et la dictature des capitalistes sur la société !

L'épidémie a pris des dimensions dramatiques en Martinique et Guadeloupe. Contrairement à ce que prétendent Macron, Castex et Véran, le ministre de la Santé, l'insuffisance du taux de vaccination de la population n'est pas seule en cause.

Depuis des années, à la suite de ses prédécesseurs, le gouvernement a refusé de fournir les moyens nécessaires au fonctionnement correct des hôpitaux. Aujourd'hui, Macron cherche à se défaire de sa propre responsabilité sur les Antillais qui refuseraient de se faire vacciner. Ces déclarations ont alimenté à juste titre un sentiment de colère au sein de la population.

Oui, le vaccin est un progrès scientifique. Mais il ne remplace pas des soignants, toute une organisation au service de la santé publique, ne serait-ce que pour promouvoir la vaccination quand celle-ci se heurte à une méfiance.

Cette méfiance, c'est le pouvoir lui-même qui l'a suscitée aux Antilles avec une attitude bien souvent digne de l'époque coloniale. Le scandale du chlordécone en est l'une des illustrations les plus récentes. Pendant des années, l'État a autorisé les planteurs antillais à utiliser ce pesticide ultra-dangereux alors même qu'il était interdit aux États-Unis et en métropole. Ce poison a contaminé 90 % de la population, occasionnant de multiples cancers et d'autres maladies. Sa dangerosité a été cachée par les autorités qui ont menti en toute connaissance de cause. Encore récemment, en février 2019, Macron lui-même y est allé de sa déclaration pour nier le caractère cancérigène de ce produit. La population des Antilles a vraiment toutes les raisons de se défier du gouvernement qui prétend se soucier de la santé publique alors qu'il a mille fois fait la démonstration inverse.

Au fond, c'est la même méfiance et la même colère, alimentées par les mêmes mensonges d'État, qui s'expriment depuis plusieurs semaines dans les rues de très nombreuses villes de France. Comme à Pointe-à-Pitre et à Fort-de-France, les soignants des hôpitaux de tout le pays se sont retrouvés à devoir lutter contre l'épidémie sans moyens, sans masques, sans surblouses... Et le gouvernement ose aujourd'hui menacer ceux qui ne seraient pas vaccinés de les suspendre, voire de les licencier ! Au-delà des seuls soignants, de nombreux travailleurs vont être soumis aux mêmes menaces, car bien des patrons vont voir une opportunité pour accentuer leur pression, exercer un chantage, sinon licencier plus facilement. La généralisation du passe sanitaire, contrôles et amendes à l'appui, va être source d'énormes complications pour une partie de la population, en particulier pour les travailleurs. Bien des familles s'inquiètent pour la rentrée scolaire, le gouvernement se contentant comme à son habitude de déclarations, de menaces d'exclusion des élèves non vaccinés, sans se préoccuper des moyens à mettre en place.

Une grande partie de ceux qui ont à nouveau manifesté samedi dernier ont voulu montrer que ce mépris et ces méthodes autoritaires ne passaient plus ! Il faut continuer à s'opposer à la loi sanitaire du gouvernement en refusant de tomber dans le piège de la division entre vaccinés et non vaccinés. Mais sans tomber dans un autre piège qui consisterait à dénoncer Macron sans s'attaquer à la classe sociale qu'il représente, celle des capitalistes, qui durant la pandémie ne se préoccupe que de ses profits. C'est pour pouvoir continuer de lui verser des centaines de milliards d'aide de toute sorte que le gouvernement actuel, comme ses prédécesseurs, sacrifie les hôpitaux, les Ehpad, l'éducation...

À la faveur de la crise sanitaire, le grand patronat a redoublé les coups contre les travailleurs, contre les emplois et les salaires. Sans parler de ceux qui tirent un profit direct de l'épidémie, comme les grands groupes pharmaceutiques qui ont osé augmenter les prix de leurs vaccins. Et le résultat est là : les géants du CAC 40 ont dégagé près de 57 milliards d'euros de profits au premier semestre. Un record !

Les travailleurs ne pourront pas préserver leurs droits et leurs conditions de vie sans s'attaquer à la domination sur l'économie de la classe capitaliste, totalement irresponsable et parasite. Les travailleurs font tourner cette société, ils sont les mieux à même de la diriger dans l'intérêt du plus grand nombre. En se battant pour leurs intérêts, les travailleurs défendent aussi l'intérêt général et l'avenir de la société

Macron et l'Afghanistan : mensonges et ignominie

Le 16 août à 20 heures, alors que le chaos régnait à Kaboul, que l'effroi saisissait quiconque regardait les images télévisées, Macron a servi une soupe faite de mystifications et d'ignominie.

Il y a d'abord eu les mensonges coutumiers concernant les raisons de l'intervention de l'armée française aux côtés de celle des États-Unis, la reprise du prétexte invoqué depuis vingt ans pour justifier cette intervention. C'est, a-t-il dit, qu'il fallait alors « combattre une menace terroriste qui visait directement notre territoire et celui de nos alliés depuis l'Afghanistan » avant d'ajouter en forme d'autojustification a posteriori : « Notre combat était juste et c'est l'honneur de la France de s'y être engagé. » Les dirigeants politiques

du monde ne connaissent vraiment pas la honte.

Puis est venu le couplet sur les moyens mis en œuvre pour le rapatriement des Français, pour l'accueil des personnels afghans ayant travaillé pour l'armée et les entreprises françaises, pour l'aide nécessaire aux Afghans aujourd'hui menacés en raison de leurs idées et de leur engagement. Mais ce couplet tout en glorification de « l'honneur de la France » et de ses vertus protectrices a vite été rattrapé par la réalité de l'actualité politique française et la prochaine élection présidentielle : « Nous devons anticiper et nous protéger contre des flux migratoires importants. »

Et Macron d'en appeler à une collaboration des pays européens

pour « construire une réponse robuste » contre les migrants et d'ajouter qu'il faut coopérer avec la Turquie, le Pakistan ou l'Iran, tous les pays par où transitent les migrants afghans pour les empêcher de venir frapper aux portes de l'Europe. Le Pen mène la danse, son concurrent bat la mesure.

« Honneur, principes, valeurs, droit de vivre... » Macron et les siens en ont plein la bouche de ces mots. Mais aux migrants qui espèrent simplement sauver leur peau, ils montrent le chemin des camps de transit, celui de la misère et des cimetières... loin de l'Europe !

Ouverture des frontières pour les réfugiés afghans !

Une fuite dans la presse belge a révélé une lettre secrète adressée début août à la Commission européenne par six gouvernements des États membres de l'Union européenne. Ils soulignaient le « besoin urgent » de procéder à des retours volontaires et forcés vers l'Afghanistan.

Cette lettre est d'autant plus révoltante qu'elle était écrite au moment où les pays de l'UE conseillaient à leurs ressortissants de quitter l'Afghanistan de toute urgence.

Des millions d'Afghans ont été contraints à l'exil du fait que depuis plus de quarante ans, depuis l'invasion soviétique en 1979, l'Afghanistan n'a rien connu d'autre que la guerre. L'Iran a accueilli 3,5 millions de réfugiés, le Pakistan 1,4 million. En comparaison l'Union européenne n'en a accueilli que quelques dizaines de milliers qu'elle a toujours incités à retourner dans

leur pays. La France n'est pas en reste. En 2019 encore, Amnesty international l'accusait de « continuer de renvoyer les personnes vers l'enfer. »

Les puissances occidentales portent une responsabilité écrasante dans le chaos qu'est devenu l'Af-

ghanistan. Abandonner les Afghans à leur sort est criminel. Non seulement les retours forcés doivent cesser mais l'Europe doit ouvrir ses frontières à tous les Afghans qui veulent fuir le régime des talibans.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 22 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 27 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 28 AOÛT de 8H30 à 10H00**

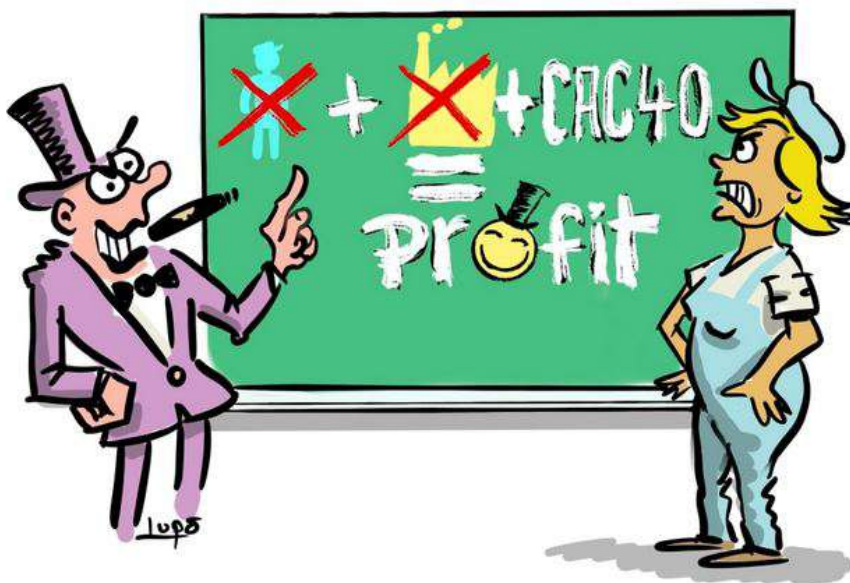
**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 4 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

CAC 40 : un nouveau record... d'exploitation des travailleurs

Alors que pour les travailleurs, la vie est de plus en plus chère et les conditions de travail de plus en plus dures, l'indice boursier français CAC 40 semble en route vers la plus haute valeur de son histoire. Ces deux faits sont intimement liés.

Le CAC 40 a atteint son plus haut niveau depuis 21 ans. Cela veut dire que les capitalistes achètent et revendent des actions des principales entreprises françaises à des prix qui n'ont pas été atteints depuis deux décennies. Il y a deux raisons essentielles à cela.

La première est que les capitalistes se sont enrichis récemment encore plus vite que par le passé et ont donc beaucoup d'argent à placer dans la spéculation. Les milliardaires français ont ainsi vu leur fortune augmenter de 40 % entre mars 2020 et mars 2021, en pleine crise du Covid. Un rythme, et donc un niveau de parasitisme, qui augmente sans cesse. Cet argent provient largement des cadeaux faits par l'État, qui n'a pas arrêté d'alimenter les profits de la bourgeoisie en s'endettant, sous couvert de mesures de soutien à l'économie. La dette française a fait un bond de 300 milliards d'euros depuis le début de la pandémie. Une



commission de patrons et de hauts fonctionnaires a été mise en place pour réfléchir à la manière de la faire payer aux classes populaires.

La deuxième raison, c'est la progression des profits des grandes entreprises, grâce à l'exploitation accrue des travailleurs. Dans de nombreuses entreprises les cadences ont explosé. Et les plans de licenciement ont permis aux actionnaires de réduire les dépenses en salaires tout en maintenant la production et donc les bénéfices.

Renault et Airbus ont annoncé

chacun un plan de 15 000 suppressions d'emplois qu'ils maintiennent alors qu'ils sont redevenus largement bénéficiaires. LVMH, qui avait fait 4,7 milliards d'euros de profits en 2020, a supprimé 13 000 emplois la même année.

Les milliards de la Bourse viennent du travail de toute la société. Qu'ils enrichissent une minorité de parasite est une aberration.

Les parasites et leurs serviteurs

Les 40 patrons des plus grosses sociétés françaises devraient toucher en moyenne 5,3 millions d'euros de rémunérations en 2021.

C'est 1,5 million d'euros de plus qu'en 2020, année de crise où ils avaient réduit un peu leurs exigences. Mais c'est aussi plus qu'en 2019. Pour l'anecdote, ils bénéficient de bonus tenant compte, depuis quelques années, de leur prétendu respect de l'environnement dans leur façon de gérer les affaires de leur société et plus récemment, de la réduction, au moins sur le papier, des inégalités entre hommes et femmes au sein du groupe.

Apparemment, cela n'impacte pas trop les rémunérations du PDG de Total dont les activités minières ou pétrolières dévastent la planète, en particulier en Afrique, ni celle du bétonneur Bouygues ou des capitalistes de l'armement comme Dassault System.

Le salaire moyen de ces dirigeants équivaut à 358 années de smic net annuel. Encore est-il largement dépassé pour ceux des plus grosses sociétés : le patron de Téléperformance, trust de centres d'appel, avait déjà gagné, en 2020, dix-sept millions d'euros, celui de Dassault System plus de vingt millions. Celui de Sano-

fi atteignait presque les douze millions.

Et pourtant, aussi scandaleuses qu'elles soient, les rémunérations des dirigeants ne représentent qu'une petite partie des fortunes des plus grands actionnaires, construites sur l'exploitation de travailleurs et sur le soutien de l'État. Plans de relance, pillage des finances publiques grâce à des aides ou à des marchés garantis qu'il s'agisse d'armes ou de médicaments, tout leur est bon, y compris la pandémie.

RSA : la guerre aux pauvres

Les sénateurs ont adopté jeudi 15 juillet un article de loi qui renforcerait les possibilités de contrôle et de répression des conseils départementaux à l'encontre des allocataires du RSA.

Avec l'aggravation de la crise, amplifiée par la situation sanitaire, le nombre d'allocataires du RSA a explosé. Mais les serviteurs de la bourgeoisie se soucient plus de faire la guerre aux pauvres que de lutter contre la misère.

Cet article aggraverait les tracas-

series administratives. Il faudrait tout dévoiler de sa vie. Et si toutes les informations et les documents n'étaient pas fournis en temps et en heure, les présidents des départements pourraient décider de cesser de verser ces moins de 565 euros mensuels qui permettent à peine de survivre !

Au flicage renforcé, les sénateurs voudraient ajouter de nouveaux critères pour accorder l'accès à l'allocation du RSA : déclaration de patrimoine immobilier et financier, copie de l'ensemble des comptes

bancaires (courants et livret A). Ainsi, un sénateur a donné l'exemple d'un agriculteur qui ne pourrait plus recevoir le RSA parce que ses terrains sont valorisés au-delà du plafond.

Le gouvernement retoquera peut-être cet article de loi. Mais sur le fond, il est d'accord avec les sénateurs de droite. Ce débat va dans le sens de la démagogie contre les prétendus privilégiés qui touchent ces allocations de survie. Abject à tous points de vue.

Bienveillance de classe

L'État français renonce à percevoir 855 millions d'impôts qui auraient dû être payés en 2020. Cela se pratique chaque année, en 2019 la somme se montait à 1,6 milliards d'euros. Pour 820 millions, l'essentiel de la bienveillance étatique, profite aux entreprises. Mais le secret fiscal tombe à

point, pour ne pas divulguer leurs noms. Il semble que L'Oréal, Google ou Amazon en aient bénéficié.

Multiplier les contraintes contre les travailleurs, et les cadeaux aux entreprises et à leurs actionnaires : voilà la raison d'être de l'État bourgeois



Non au pass sanitaire et non à la liberté d'exploiter les travailleurs !

Le décret du 5 août instaurant le Pass Sanitaire s'accompagne de mesures de suspension du contrat de travail et de salaires et laisse planer la menace de licenciement pour les salariés refusant de se faire vacciner contre le Coronavirus.

La menace vise en premier lieu les travailleurs de la santé, des Ehpad et de l'Aide à la Personne. Elle pourrait s'étendre à bien d'autres corps de métiers.

Le gouvernement qui a tergiversé pendant des mois sur les mesures à prendre et surtout les moyens à déployer pour enrayer l'épidémie virale, a décidé de recourir aux sanctions... contre les travailleurs.

Ceux et celles qu'il désigne comme les propagateurs du virus sont à présent celles et ceux qui pendant des mois ont continué à travailler en première ligne, souvent sans protection adaptée, au risque de mettre leur santé en danger, voire leur vie.

Les patrons, eux, sont traités

avec beaucoup plus de ménagement. Le gouvernement a déployé depuis des mois tout un arsenal d'aides dans le cadre du chômage partiel, mais aussi en accordant aux entreprises des prêts bancaires aux meilleures conditions, des reports, voire des annulations de paiement des cotisations patronales, des impôts sur les sociétés.

Cette différence de traitement peut nous coûter doublement cher : Macron donne un feu vert à l'arbitraire répressif patronal et il va nous faire payer ses cadeaux au patronat par une ponction sur tous les besoins sociaux.

La défiance que suscitent le gouvernement et les autorités est grande. Pour l'instant elle trouve son expression dans les manifestations du samedi où manquent les revendications et perspectives unificatrices du monde du travail.

Ceux, restaurateurs, propriétaires de salles de sport, professions libérales ou autres qui défilent en

clamant « liberté » ne sont pas les amis des travailleurs même s'ils s'opposent à Macron.

Les travailleurs doivent se dresser contre la liberté d'exploiter le travail humain, contre la liberté de sanctionner les travailleurs récalcitrants, contre la liberté de ne pas augmenter les salaires alors que les profits explosent, contre la liberté d'enlever son gagne-pain au salarié... C'est avec une telle conscience que les travailleurs peuvent se préparer véritablement à mener la lutte contre Macron et contre la dictature du capital.

L'objectif c'est le partage du travail entre tous, c'est l'augmentation des salaires, des indemnités et des retraites, c'est l'ouverture des livres de comptes des banques et des grosses entreprises pour voir que de l'argent il y en a pour pourvoir aux besoins de la société.

Déremboursement : le gouvernement invente les tests de confort

Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, a annoncé mercredi 11 août que les tests réalisés hors prescription médicale seraient payants, à partir de la mi-octobre.

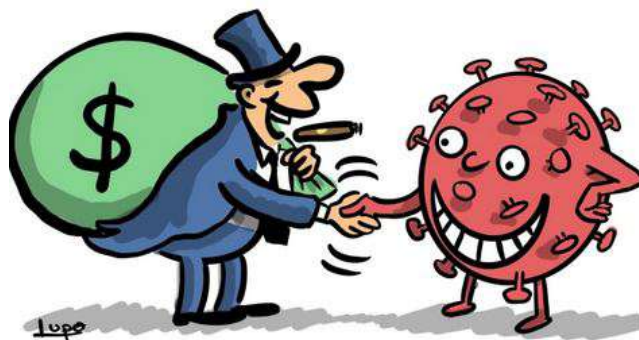
Il s'agirait de lutter contre les « tests de confort » : les amateurs de prélèvements nasopharyngés qui profitaient de l'épidémie pour se faire écouvillonner aux frais de la princesse n'ont qu'à bien se tenir.

Après avoir rendu obligatoire la présentation du passe sanitaire pour toute une série de métiers et un large éventail d'activités de la vie quotidienne, le gouvernement a beau jeu de reprocher à la population de se faire tester pour un oui ou pour un non.

L'idée est de faire d'une pierre deux coups : faire des économies en faisant payer aux usagers des tests

facturés de 25 à 54 euros à la Sécurité sociale, et trouver un moyen de pression de plus pour imposer la vaccination à ceux qui refusent le vaccin mais ne disposent pas de l'argent nécessaire pour faire des tests régulièrement.

Les 500 millions d'euros par mois dépensés par la Sécurité sociale pour les tests sont présentés comme une somme exorbitante, mais c'est une goutte d'eau quand on la rapporte à la hausse de prix de 25 % et 13 % acceptée pour les nouvelles commandes de deux milliards de doses à Pfizer et Moderna par l'UE avec l'ac-



cord des États membres. La filière industrielle liée aux tests, que personne ne se propose de mettre à contribution, s'est aussi largement enrichie avec l'épidémie. Le laboratoire français Biomérieux, qui produit machines et fournitures nécessaires aux tests, a par exemple augmenté ses bénéfices de 50 % en 2020.

Rentrée scolaire : Tout roule pour la rectrice

La rentrée scolaire a eu lieu le 16 août. Celle-ci s'est faite comme l'an dernier, en pleine crise sanitaire du Covid-19.

Mais pour la rectrice Chantal Manès-Bonnisseau, la rentrée est la « plus normale, la plus sereine possible ».

« Normal » pour les élèves de 6 ans de porter un masque ? « Normal » de respecter les distances sanitaires ? « Normal » de renvoyer les élèves non-vaccinés de toute une classe chez eux en cas de contamination de l'un d'eux ? Les enseignants qui sont en première ligne et les parents qui doivent gérer leurs marmailles apprécieront la sérénité de la rectrice.

Comme dans tous les écoles, les collèges et les lycées de France, un nouveau protocole sanitaire sera appliqué dans les établissements de l'île. Ce protocole prévoit notamment la désinfection systématique des salles de cours plusieurs fois par jour, l'installation (non obligatoire) de capteurs de CO² pour vérifier l'état d'aération d'une pièce fermée et bondée, l'application de jauges dans certaines situations, etc.

Parents et personnel de l'Éducation nationale s'interrogent, à juste titre, sur les moyens réels mis en œuvre pour le respect de ce protocole.



D'après eux, il est nécessaire de recruter du personnel et le former pour nettoyer les classes, informer et encadrer les élèves, etc. Les syndicats ont demandé à la rectrice de reporter la rentrée de quelques jours pour avoir le temps de décortiquer ce protocole.

Mais ils ont essuyé un refus net de la part de Manès-Bonnisseau qui considère que les enseignants ont eu tout le temps nécessaire pour comprendre les mesures prises par le gouvernement.

Face à la fermeté de la rectrice, un préavis de grève a été déposé par les principaux syndicats pour ... « cou-

vrir » les enseignants et les agents qui n'accepteraient pas de courir de risque en allant travailler.

Il n'y a pas d'appel franc à la grève pour protester contre la politique du gouvernement qui supprime des postes, précarise l'emploi dans l'Éducation nationale, qui ne met pas les moyens suffisants pour faire barrage à l'épidémie, etc.

Mais les travailleurs de l'enseignement pourraient, eux, se saisir de ce préavis pour exprimer collectivement leur ras-le-bol.

Quand EDF joue l'argent des usagers au casino boursier

En 2008, EDF prenait une participation de 49,9 % dans l'entreprise américaine de production électrique d'origine nucléaire Constellation en mettant dans la corbeille de mariage la bagatelle de 4,5 milliards de dollars.

13 ans plus tard, les États-Unis ayant tourné le dos au nucléaire au profit du gaz de schiste, la valeur de l'action Constellation s'effondre et EDF décide de revendre ses parts pour... 885 millions de dollars.

La perte finale pour EDF se chiffre donc à 3,615 milliards de

dollars, soit 3 milliards d'euros.

La direction d'EDF se comporte ainsi comme n'importe quel spéculateur au risque de plomber sa trésorerie et pour rétablir la balance, elle ferme ses agences par dizaines, augmente ses tarifs d'années en années, sous-traite de plus en plus d'activités. En bref, elle fait payer la note aux travailleurs !

Les travailleurs, en retirant le pouvoir à ces apprentis sorciers capitalistes, en contrôlant d'où vient et à quoi sert l'argent des grandes entreprises, privées comme

publiques, feraient faire d'immenses économies à toute la société.



La filière canne à sucre : des centaines de millions pour subventionner les profits...

01



D'après le rapport d'expertise sur la filière canne commandé par l'État et paru au mois d'août, les aides publiques rapportées au chiffre d'affaire oscillent entre 80% et 205% pour les sucreries de La Réunion et de la Guadeloupe. Soit 439,9 millions d'euros dont 211,2 millions d'euros pour La Réunion, le reste pour la Guadeloupe et la Martinique.

Ce sont donc des centaines de millions qui sont distribués pour la filière canne sans que les 8 000 ouvriers agricoles n'obtiennent un contrat de travail en CDI et au moins le SMIC, sans que la majorité des petits planteurs n'atteignent eux aussi un revenu décent.

Ces centaines de millions sont ac-

comparés en grande partie par une minorité de gros planteurs et par Téréos. C'est sur l'ordre de ces derniers que les élus locaux interviennent régulièrement pour l'attribution de sommes supplémentaires à cette filière.

C'est ainsi que lors de la discussion sur la reconduction de l'aide complémentaire de 28 millions d'euros tous les élus, tous les députés de droite ou de gauche, sont allés à l'Assemblée nationale pour exiger que cette somme soit reconduite au seul profit de l'usiner Téréos.

Ce même rapport d'expert affirme que l'État doit continuer à soutenir la filière avec une orientation vers des produits à plus forte valeur ajoutée comme le rhum ou les sucres

spéciaux ou bio... En clair, il faut consolider « quel qu'en soit le coût » les profits actuels des gros planteurs et de l'usiner. Dans ce plan il n'y a rien sur le sort des ouvriers agricoles et des petits planteurs

Les monceaux de profits accumulés sur leur travail et leur sueur devraient servir à leur assurer un travail et une vie dignes. Mais pour l'imposer, ils devront se faire craindre par une lutte déterminée susceptible de faire tâche d'huile et d'entraîner les travailleurs d'autres secteurs.

Patrons parasites

Daniel Moreau, président de l'aspirateur à subventions pour les patrons qu'est l'Adir (l'Association pour le développement industriel de La Réunion) se saisit publiquement du prétexte de la crise COVID pour tendre sa sébile.

Anticipant une hausse éventuelle du prix des matières premières il administre sa leçon d'économie : « l'évolution de nos prix de revient

conduira, s'il n'y a pas partiellement de compensation, à une augmentation importante de nos prix de vente ».

Dès son arrivée à la présidence du conseil régional, en juin dernier, Huguette Bello avait renforcé les aides sur les produits venus d'Europe. Continuant la quête, Moreau attend de l'État qu'il subventionne également les produits hors européens.

En fait, les Moreau et Cie s'enrichissent en exploitant les travailleurs et en suçant l'argent public.

Contre la hausse des prix et le pillage de l'argent public il faudra imposer l'augmentation des salaires, des indemnités et des retraites en prenant sur les profits !

Réchauffement climatique : capitalisme responsable

Sans surprise le Conseil constitutionnel a validé, à la mi-août, la loi climat du gouvernement. La plupart des associations de défense de l'environnement lui dénie toute efficacité face aux enjeux du réchauffement climatique.

Dans cette loi, Macron s'est saisi de certaines mesures préconisées par la Convention citoyenne sur le climat, mais en prenant soin de les vider de toutes les contraintes qui auraient pu entraver la course au profit des capitalistes. Le contraste est saisissant avec les termes du dernier rapport du GIEC qui affirme que « toutes les régions [de la planète] vont vivre plus de répercussions du changement climatique ». Ce GIEC n'est pourtant pas une organisation contestataire antigouvernementale mais le groupe de scientifiques climatologues mis sur pied par l'ONU.

Sur le fond, les États sont incapables de remettre en cause le mode de production actuel, orienté par le profit privé, car leur fonction fon-

damentale est de préserver la domination économique des grands groupes capitalistes. Le recours déposé auprès du Conseil constitutionnel par soixante députés de gauche, LFI, PS et PCF, qui prétendent porter une meilleure loi climat, passe sous silence ce rôle de l'État.

Cet avatar environnemental du réformisme le plus classique est d'autant plus ridicule lorsque ces courants politiques, qui se veulent les défenseurs de la « souveraineté nationale de la France », se heurtent à un problème mondial dont la solution ne peut être que planétaire. Or le morcellement de ce monde entre États rivaux, soutenant chacun des grands groupes capitalistes concurrents qui se livrent une guerre économique permanente, les rend complètement incapables d'empêcher la catastrophe climatique.

Renverser le pouvoir de cette poignée d'actionnaires riches qui font la pluie et le beau temps sur l'économie mondiale est le seul moyen d'assurer la sécurité de la

population.

Seule une économie planifiée à l'échelle planétaire, dont le but serait de satisfaire les besoins présents et futurs de l'humanité, permettra de faire des choix ne menant pas à la catastrophe environnementale annoncée depuis des décennies.

**Faites un geste
pour la planète :**



DANS LES ENTREPRISES

L'IRSAM en grève

Les salariés de l'association Institut régional des sourds et des aveugles de Marseille de La Réunion (IRSAM) sont entrés en grève illimitée à compter du lundi 16 août.

Ils revendiquent notamment :

- Le retrait de l'obligation vaccinale et du PASS Sanitaire pour exercer nos métiers
- La non-application de la suspension des contrats de travail et de la rémunération des personnels qui entraînera une perte de la qualité de l'accompagnement de nos bénéficiaires
- Le respect des libertés individuelles et du libre choix concernant la vaccination

- la non-stigmatisation des personnels non vaccinés et parce qu'ils n'ont pas la mémoire courte, l'attribution des 183€ du Ségur pour tous !

Comme des milliers de travailleurs du secteur de la Santé et de l'action sociale, ils se retrouvent menacés de privation de salaire s'ils ne présentent pas leur Pass Sanitaire.

Non contents de les faire travailler sans être payés correctement, patrons et gouvernement les menacent à présent de les priver de leurs salaires. C'est inacceptable et cela méritait une réponse ferme. C'est fait !

Crèche Marmailles and Co de Saint André : une grève express !

Payées depuis des mois avec des jours de retard et en plus en plusieurs versements, les salariées de cette crèche, excédées, ont décidé de se mettre en grève illimitée lundi 16 août.

La grève, suivie par 95 % des salariées, n'a duré que jusqu'à 11 heures... le directeur de la structure ayant accepté de signer un protocole d'accord de fin de conflit en s'engageant à payer dorénavant les salaires tous les 5 de chaque mois et les heures de grève.

Inutile de dire que les employées de la crèche ont repris le travail avec la satisfaction d'avoir fait céder ce patron indélicat !

Grève des chauffeurs scolaires du TCO

Les conducteurs de bus scolaires déservant le Territoire de la Côte Ouest (TCO) se sont mis en grève illimitée à partir du 16 août 2021.

À l'occasion de la renégociation du marché des transports scolaires, ils avaient appris que l'entreprise retenue pour effectuer ce travail serait une entreprise concurrente (Ets Moutoussamy) de la leur (principalement Mooland). De plus, le TCO n'ayant pas intégré le principe de la reprise des 151 travailleurs de l'entreprise évincée par l'entreprise élue pour ce marché, ils découvraient qu'ils risquaient de perdre leurs emplois d'ici octobre 2021.

Pour Emmanuel Seraphin, le président PLR du TCO depuis juillet 2020, il ne s'agissait nullement d'un oubli. Cette absence de disposition protégeant les chauffeurs était tout simplement destinée à diminuer le coût du service de ramassage scolaire pour la collectivité ! (Le Quotidien du 12 août 2021).

Qu'il est loin le discours social tenu par lui et Huguette Bello lors de la dernière campagne électorale

des Régionales ! Parvenus aux commandes des collectivités, les dirigeants du PLR se comportent, comme leurs adversaires de droite, en gestionnaires responsables des affaires de la bourgeoisie. Les travailleurs sont le cadet de leurs soucis.

En imposant la suppression des acquis obtenus par les chauffeurs de Mooland, le président du TCO a fait le calcul qu'il ferait économiser à la communauté de communes de l'Ouest quelques 5,2 millions d'euros sur les six prochaines années, d'après le représentant de FO.

Et même si, comme le disent les grévistes, Moutoussamy reprenaient certains d'entre eux, faute de disposer de suffisamment de chauffeurs pour assurer le service de ramassage des élèves de l'Ouest, cela se traduirait pour eux par une perte de 500 € mensuellement alors que leurs salaires plafonnent aujourd'hui à 1500 €/1600 € net en comptant les extras liés aux sorties périscolaires, ainsi que la perte de leurs tickets restaurant, l'équivalent d'un trei-

zième mois et une prime d'ancienneté qui peut atteindre 150 euros après trente ans de service !

Les chauffeurs du TCO ont pris la bonne décision en engageant le fer contre ces patrons qui ne visent qu'à réaliser le maximum de profits sur leur dos. Malgré les manœuvres de Seraphin auprès du patron de Mooland pour faire cesser la grève, 90 % des chauffeurs de cette entreprise étaient en grève le 16 août. Un tiers à peine des circuits de ramassages a pu être effectué.

Seul le rapport de forces pourra obliger patrons et politiciens à leur service à renoncer à leur mauvais coup contre les chauffeurs du TCO. On ne peut que leur souhaiter d'y parvenir et que cela donne l'idée d'en faire autant à tous les chauffeurs de bus de l'île qui sont confrontés à la même exploitation et au même mépris dans leurs entreprises !

Emploi : du rêve au cauchemar

FB



Le 4 mars dernier la presse annonçait « des embauches conséquentes » de la part d'une nouvelle start-up Marktperf. Ce sont pas moins de 150 télé-opérateurs, pour la France entière, qui devaient travailler depuis chez eux.



Les services de l'État et de Pôle Emploi se sont mis au service de ces jeunes patrons dynamiques avec aides financières à l'embauche, à la formation...

Les offres d'emploi précisait «

nous sommes en recherche active, de notre Social Media Manager ! Envie d'intégrer une agence jeune et dynamique dont les bureaux sont situés à l'Ermitage au sein d'une villa avec piscine »...

Le rêve devient cauchemar quand les salariés découvrent que leurs salaires ne sont pas payés et que les patrons deviennent introuvables.

Révoltés d'avoir été dupés avec la complicité de ôle emploi et de l'État, une quinzaine d'entre eux décident de monter un collectif pour dénoncer publiquement cette escroquerie.

Souhaitons que cette fois les salariés leur fassent rendre gorge !

HAÏTI

Plus que le tremblement de terre, c'est la misère qui tue

Haïti vient de connaître un nouveau tremblement de terre, d'une magnitude de 7,2, dans le sud du pays. Le bilan provisoire est terrible : plus de 1 900 morts et 9 900 blessés. Plus de 30 000 maisons sont détruites et des milliers d'habitants sont à la rue.

Ce tremblement de terre est moins meurtrier que celui de 2010 parce qu'il a touché des zones moins urbanisées et a épargné la capitale Port-au-Prince. Cependant force est de constater que des tremblements de terre comparables au Japon font bien moins de victimes. En février dernier un séisme d'une amplitude de 7,3 à Fukushima a fait une centaine de blessés. Dans un pays développé, les constructions antisismiques permettent d'éviter que les maisons s'écrasent sur les habitants. Rien n'est prévu à Haïti. Pire, les reconstructions prennent rarement en compte les tremblements de terre. Et une fois de plus, ce sont les habitants

qui, livrés à eux-mêmes, organisent la solidarité, sans l'aide de l'État et au milieu des gangs qui rackettent. Ce sont les habitants qui déblaient, souvent à mains nues, pour essayer de retrouver des victimes sous les décombres. Nombreux sont ceux qui n'osaient même plus entrer dans les quelques maisons intactes parce qu'ils craignaient les répliques, alors qu'une tempête tropicale s'approchait.

Dans cette situation, l'aide occidentale est pour l'instant inexistante. Seuls le Mexique et le Chili ont envoyé aide, médicaments et vivres. Pourtant, l'impérialisme américain comme d'ailleurs l'impérialisme français sont bien présents à Haïti sous la forme de nombreuses industries de textile, de matériaux d'emballage, de composants électroniques.

L'impérialisme a tout intérêt à laisser la population haïtienne dans la

misère pour favoriser l'exploitation. C'est en cela qu'il porte la responsabilité de l'état d'arriération des infrastructures, des constructions et donc en dernier ressort des morts du tremblement de terre.



Flickr

ANTILLES

Le virus du capitalisme et son variant colonial

Les membres du gouvernement, le préfet, les directeurs de l'Agence régionale de santé et d'autres mettent en cause l'insuffisante vaccination de la population dans la flambée de l'épidémie aux Antilles françaises.

En effet, une grande méfiance a gagné ces dernières années la population, et singulièrement les travailleurs, quant aux décisions venues de Paris. Et avant tout le scandale du chlordécone, ce pesticide responsable de milliers de malades et de morts.

D'autre part, l'eau courante est impropre à la consommation, car Veolia et la Générale des eaux se sont contentées d'empocher les pro-

fits et ont quitté les Antilles en y laissant un réseau pourri. Comment observer correctement les gestes barrières avec des coupures d'eau incessantes ?

De plus, la population antillaise est sujette à de graves maladies endémiques, entre autres l'hypertension et le diabète. La malbouffe entraîne l'obésité qui touche beaucoup de gens, surtout parmi les classes pauvres. C'est le résultat de siècles de misère et d'exploitation coloniale. Le scandale des yaourts vendus aux Antilles, bien plus sucrés que ceux vendus dans l'Hexagone, a révélé la chose, il y a plusieurs années. Cette

situation qui fragilise la population n'a pas disparu.

Oui, la pauvreté tue aussi. La pauvreté plus le Covid et les comorbidités, plus encore.

Le vaccin pourrait pourtant sauver des gens. Il l'a déjà fait. Mais la méfiance est telle que la majorité de la population n'y croit pas.

Le système colonial dont les séquelles demeurent, porte une lourde responsabilité dans tout cela. Il n'y a pas à culpabiliser la population. Ceux qui le font en prétendant lui venir en aide sont ses ennemis.

Pénurie et manque de crédits

La crise survient dans un contexte où l'hôpital public est déjà malade, maltraité par la politique menée depuis des années.

Année après année, les budgets de la Santé et de la Sécurité sociale, qui financent les hôpitaux, ont été revus à la baisse, voire sabrés. En Martinique et en Guadeloupe, les salariés des hôpitaux ont mené de nombreuses luttes. Ils se sont battus pour arracher des postes supplémentaires, des moyens financiers pour l'achat de matériel en tenant compte des taxes d'octroi de mer supplémentaires payées en raison de l'éloignement, pour effacer les dettes de centaines

de millions d'euros qui plombent le fonctionnement normal des structures et même parfois le paiement des salaires.

Les gouvernants et leurs ARS (agences régionales de santé) avaient leurs réponses : la restructuration hospitalière à marche forcée, pour rationaliser les dépenses. Cela a été le cas pour le CHU de Martinique réunissant les centres hospitaliers de Fort-de-France, du Lamentin et de Trinité. Les séquelles de cette politique sont évidemment nombreuses. Les budgets restent insuffisants, compte tenu des besoins, de l'évolution des populations et de la prise en

charge des pathologies. Cela entraîne des fermetures de services ou de lits. Les agents, eux, sont toujours confrontés à des mutualisations-bouche-trous, à des conditions de travail qui s'aggravent, et à des salaires qui stagnent.

Aujourd'hui, les promesses ministérielles sont prises avec méfiance. Face aux stigmatisations et aux menaces dont ils font l'objet dans le cadre de l'actuelle crise sanitaire, les salariés des hôpitaux ont toutes les raisons de montrer leur détermination à ne pas se laisser faire.

ANTILLES

L'épidémie de Covid s'aggrave, les ministres font des promesses

La Martinique puis la Guadeloupe sont passées une nouvelle fois en confinement strict pour au moins trois semaines. En une semaine, le nombre d'hospitalisations liées au Covid a grimpé à 600, et 101 patients se trouvaient en réanimation le 10 août. De nombreux morts sont à déplorer.

Du mardi 10 au jeudi 12 août, Sébastien Lecornu et Olivier Véran, le ministre des Outremer et celui de la Santé, ont visité des structures hospitalières et des centres de vaccination en Guadeloupe et en Martinique. Arrivant avec 240 soignants volontaires et aguerris, les ministres de Macron avaient pour mission de montrer que l'État venait en aide à un système hospitalier local débordé et à la population frappée par la crise sanitaire.

Les ministres se sont voulus rassurants. Ils ont promis que la solidarité nationale des soignants accompagnée par l'État serait pour-

suivie au-delà d'une première mission de quinze jours. Ils ont aussi promis l'ouverture d'un hôpital militaire équipé de 20 lits de réanimation en Martinique. Dans son élan, face à la méfiance affichée par les agents hospitaliers, Véran a annoncé « *plusieurs centaines de millions d'euros* », mais aussi « *une reprise de dettes des hôpitaux à raison de plusieurs millions d'euros, des recrutements de soignants, des créations de lits... l'argent est là... les promesses sont tenues* ». Il a fallu cette situation dramatique pour entendre les ministres faire des promesses. Pour répondre à l'appétit des multinationales pharmaceutiques, ils ne se sont pas contentés de promesses.

Pour autant, une partie de la population n'est pas dupe et continue de condamner l'obligation vaccinale et le passe sanitaire mis en place par le gouvernement Macron, mais aussi les attaques antiouvrières en cours.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>